

Gilets Jaunes de Damigny

Revendications

Social et droits fondamentaux

- Toute personne doit avoir droit, de manière inconditionnelle et inaliénable, de se loger, de manger à sa faim, de se cultiver et d'avoir des loisirs, de se soigner, de partir en vacances, de se déplacer, d'élever une famille, de communiquer, de vivre sereinement sa retraite. Droits fondamentaux, ces droits sont garantis par l'État et personne ne doit désormais souffrir du manque de ces choses qui font une vie digne.
- Salaire minimum, allocations chômage, retraite, prestations sociales comme AAH ou RSA doivent être massivement revalorisés. Plus question, à la fin d'un mois sans dépense inconsidérée, de regarder son porte-monnaie avec angoisse. Toute prestation doit désormais être individualisée de manière que chaque personne puisse contribuer à la vie de son foyer.
- En matière d'égalité femmes / hommes, les discriminations salariales doivent être lourdement sanctionnées. Les congés maternels et paternels doivent être allongés et égaux, pour que les femmes puissent mieux vivre leur grossesse et les suites de leur accouchement, femmes et hommes pouvant ainsi apporter à égalité soins et tendresse à leur enfant.
- Partir à la retraite à l'âge de 60 doit être un droit après avoir cotisé 37 années. Les personnes n'ayant pu réunir ces annuités pourront partir à taux plein à 64 ans. Dans les deux cas, la pénibilité physique ou psychologique doit permettre de pouvoir partir plus tôt.
- Réduction du temps de travail à 32 heures, pour avoir une vie de meilleure qualité, tout en créant des emplois.
- Nous ne soutenons PAS le RIC. Car si c'est une chose que d'essayer d'obtenir des acquis dans une société capitaliste, c'en est une autre que de vouloir « améliorer » les institutions des dominants. Etat, représentation politique, constitution sont à l'opposé de la démocratie, le pouvoir de toutes et tous, forcément directe, sans intermédiaires. Les élections et les votes n'ont pas été des vecteurs de progrès, seuls les luttes sociales l'ont été.

Services publics

- Tout ce qui relève de missions de services publics doit sortir de la concurrence, être propriété de l'État. Toutes les entreprises et secteurs privatisés (pensons aux autoroutes) doivent être expropriés et socialisés. La gestion du service public doit être exemplaire du point de vue de ses agents, et les usagères et usagers doivent être pleinement associés à leur gestion. Le service public doit être accessible sur tout le territoire – France et outremer.
- La petite enfance et les maisons de retraites doivent faire partie du service public. Toute personne doit pouvoir en bénéficier selon ses moyens, sans endetter ses proches, et avec une qualité de service irréprochable.
- La santé, comme symbole de la destruction du service public, doit offrir de manière inconditionnelle un accès aux soins dans tous les domaines, et une gratuité pour toutes et tous. Devoir payer pour se soigner est inconcevable et inhumain.

Fiscalité

- Les impôts des ménages et des entreprises doivent devenir beaucoup plus progressifs, avec création de nombreuses tranches. Cela permettra de payer un impôt juste en fonction de ses revenus, et, faisant disparaître la limite des 50 % d'imposition, les très riches devront payer au niveau de leur richesse. De même les grosses entreprises devront payer

plus. Des accords fiscaux internationaux permettront de faire payer citoyens et entreprises français partout dans le monde.

- Le retour de l'ISF (5 milliards), le renforcement de l'Exit Tax, une lourde taxation des plus-values financières et boursières, et une lutte réelle contre l'évasion fiscale (entre 100 et 120 milliards!) ne permettront plus aux plus riches de se soustraire à l'impôt.
- Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE, 40 milliards) et toutes les réductions d'impôts des entreprises qui années après années ont détruit le budget de l'État doivent être supprimés. Si des aides doivent être accordées, que ce soit à des petites entreprises respectant le droit du travail et désireuses de faire mieux vivre leurs salariés.

Environnement

- La fiscalité écologique doit donc être juste... les entreprises polluantes doivent donc en payer la plus grande partie... et les ménages la plus petite partie.
- Nous n'acceptons pas que l'on fasse passer la voiture électrique comme seule alternative : elle est extrêmement chère, très polluante à produire et à recycler, et si cela suppose de garder des centrales nucléaires dont on ne sait pas quoi faire des déchets radioactifs, c'est inadmissible.
- L'agriculture ne doit pas être le champ de bataille des pollueurs capitalistes, la terre n'ayant pas besoin d'être meurtrie et salie pour nourrir l'humanité. Des solutions saines, productives et ne laissant pas les travailleuses et travailleurs de la terre dans la misère doivent être pensées et mises en place. Les importations ne respectant pas ces principes devront cesser.
- Pour faire avancer la lutte contre la pollution et pour la sauvegarde du climat, une agence de recherche pourrait être créée au sein du CNRS, sans être contrainte de gérer la question des plus-values attendues par un capitalisme rapace, incompatibles avec la sauvegarde de notre planète.
- Être et rester en bonne santé dans une société meilleure devrait être le but de toute politique écologiste. Cela suppose de ne plus faire passer le profit avant notre bien-être à tous les niveaux (physiques et psychiques), et partout, au travail, dans l'espace public, dans nos foyers. Une politique allant dans ce sens nous ferait économiser des dépenses de santé énormes. Se maintenir en bonne santé par une action sur notre environnement, c'est n'avoir plus à se soigner par l'élimination de maux évitables.

Toutes ces mesures sont compatibles avec la société dans laquelle nous vivons.

Elles ne feront que la rendre plus juste.

Mais rien ne nous oblige à nous arrêter là.

Rappelons-nous de notre formidable histoire révolutionnaire (1830, 1848, 1871, 1936 ou encore 1968)...

Rien ne nous empêche de penser à une société toute différente.

Sans domination, sans exploitation, sans capitalisme.

Une démocratie directe, une autogestion, où le partage serait la règle.

Ne nous limitons pas, laissons les puissants tenter de le faire !

Les Gilets Jaunes de Damigny

(Ne pas jeter sur la voie publique, merci)